



Philippe Herzog
Président fondateur

Question de conscience

Vivre dans la mondialisation soulève de formidables problèmes de conscience. Tous interdépendants comme jamais, les peuples de la planète doivent apprendre à se connaître, à s'extraire de leurs violences réciproques et à construire leur unité.

Je reviens de Tirana où j'ai entendu l'appel des « périphéries » pour que le « centre » les accueille¹⁾. La perspective fondamentale est de faire de notre humanité un bien commun. La question des réfugiés est à cet égard un test majeur. Écrasés par Assad et Daech, complices du crime, les Syriens sont réfugiés par millions dans des camps au Liban, en Jordanie, en Turquie, et maintenant une vague humaine traverse une Europe repliée sur elle-même. C'est l'Allemagne qui donne l'exemple. Elle a grand ouvert ses portes. Mais sa capacité d'accueil atteint ses limites. La solidarité doit être partagée.

La France a fait peu. Elle a manqué son rendez-vous avec la mondialisation. L'étroitesse de notre conscience sociale et politique me frappe. À l'école, l'État veut enseigner les valeurs de la République mais cela sonne creux quand notre démocratie n'est pas inclusive et n'éduque pas à connaître et recevoir autrui. Nous dénonçons l'ampleur des inégalités dans le monde et proclamons la valeur égalité, mais ici-même l'ampleur croissante des exclusions et des précarités – chômage massif, échecs scolaires... – n'est-elle pas le produit de nos défaillances institutionnelles, de l'élitisme républicain et de carences éthiques ? Gardons-nous de faire la leçon aux autres quand nous sommes défaillants.

J'ai rédigé un petit essai, *Identité et valeurs : quel combat ? Imaginaire d'une renaissance culturelle*²⁾, pour contribuer à faire de la formation de la conscience des Européens un enjeu de débat public et politique. Nous devons partager des valeurs et des raisons qui transcendent et mobilisent, à ne pas confondre avec nos intérêts étroits. Contrairement à son combat pour l'État de droit, l'Europe des États-nations est égoïste dans une mondialisation égoïste. Elle ne veut plus s'élargir alors qu'en son sein les peuples des Balkans, l'Ukraine, espèrent encore. Les valeurs qui transcendent se découvrent dans l'échange, or les échanges humains qui pourraient créer des liens transfrontaliers fraternels se heurtent à des obstacles institutionnels et sociaux considérables.

La mondialisation n'est pas en soi responsable de la misère, puisqu'en dépit des graves manque-

ments de la régulation commerciale et financière, l'ouverture a permis à de nombreux peuples de s'extraire d'une misère profonde. Mais le mouvement s'inverse maintenant et la croissance mondiale ralentit. Certains prônent la démondialisation au nom de la protection des populations, alors qu'avec la rupture des liens de production et d'échange internationalisés, l'égoïsme et la détresse redoubleraient.

Nous pouvons maintenant concevoir un développement solidaire, allant au-delà de la seule régulation des marchés. La grande perspective est la construction de biens publics régionaux et mondiaux essentiels, accessibles à tous sans exclusions : l'éducation, la santé, l'offre de travail. Ainsi, organiser un grand marché européen du travail et de la formation qui valoriserait les parcours de mobilité serait le socle de solidarités productives ; les immigrés pourraient alors déployer leurs potentiels. En France et dans d'autres pays européens, on a séparé le social de l'économie. L'éducation à l'économie est insuffisante et on n'apprend pas à prendre soin de celle-ci. On a délégué la protection sociale à l'État. Ceci ne fonctionne plus et nourrit l'exclusion. Nous avons besoin d'investissements humains et productifs massifs, dans une perspective de long terme, faisant appel à une vaste mutualisation de ressources et à la multiplication des partenariats entre les acteurs publics et privés.

Les États rivaux sont eux-mêmes les protagonistes d'une compétition mondiale exacerbée, et s'ils doivent aussi coopérer, ils le font avec une extrême lenteur et beaucoup d'oeillères. Les institutions internationales sont trop faibles et la création d'un gouvernement mondial manque d'assise. De là surgit la nécessité de reconcevoir la démocratie. La citoyenneté nationale est exclusive, une citoyenneté plurielle doit émerger, avec des dimensions européenne et mondiale. De nouveaux acteurs de société civile organisés en réseaux transfrontières doivent fleurir et se conjuguer. Pour amplifier et féconder un mouvement qui a déjà commencé, nous sommes nombreux à tenter d'imaginer et d'enraciner une renaissance culturelle de l'Europe : pour sa dignité, pour sa capacité d'œuvrer à un monde solidaire. Est-ce trop demander ?

Philippe Herzog, 15 septembre 2015

1) J'ai été invité à participer à la conférence internationale annuelle de la Communauté Sant'Egidio, présente dans 73 pays, espace de partage et d'inspiration.

2) Dans la collection « L'Europe après l'Europe », Éditions Le Manuscrit, sept. 2015.

L'Europe des États-nations
est égoïste dans une
mondialisation égoïste.

Morceaux choisis du dernier ouvrage de Philippe Herzog⁽¹⁾ : *Identité et valeurs : quel combat ?*

« Ce petit livre veut contribuer à ranimer la volonté de prendre soin de l'âme européenne et à rendre à nouveau possible un projet politique de vie commune »⁽²⁾. Des mots qui résument parfaitement le projet qui anime Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe tout au long de son essai et de sa vie.

Responsabilité et solidarité

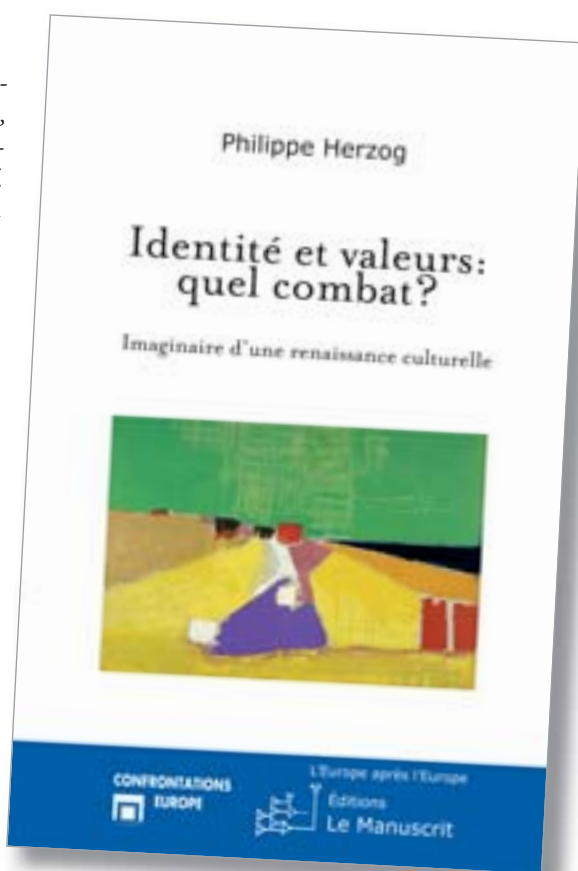
« Les anciennes générations éprouvent un sentiment de dépossession des valeurs et de l'utopie, et l'intérêt de beaucoup de jeunes pour la spiritualité, le changement et l'Europe est effectif. Mais ils vivent un décalage criant entre la promesse républicaine et la réalité, et pour eux la vie politique se confond avec la communication. Plutôt que d'appeler à la conservation des valeurs, il faut les réinventer. Liberté ne va pas sans définition d'une responsabilité individuelle envers le collectif et la société. Égalité ne va pas sans responsabilité d'autrui, inclusion des exclus et réduction des tutelles élitistes, et ceci ne se délègue pas à l'État-providence. Liberté et égalité sont englobées par la fraternité qui se prouve dans des solidarités concrètes et doit être conçue au niveau du monde.

On entend de plus en plus les nouvelles musiques de valeurs de responsabilité et de solidarité, mais superficielles elles s'usent vite. Le problème à résoudre est que chacun puisse intérioriser le besoin, le vouloir et le faire.

Comme les autres nations européennes, la France n'est plus qu'une province d'Europe ; elle doit prendre conscience du besoin impératif d'imaginer et définir comment elle va habiter cet espace, ce qui est impossible sans un énorme effort de compréhension et de partage des valeurs et récits d'autrui, qui ne coïncident pas avec les nôtres. »

Cinéma et Europe

« Il est consternant d'observer que le cinéma n'ait rien à dire sur la naissance de la Communauté européenne. De fait les producteurs et les cinéastes ne se sentent pas plus interpellés par l'Europe que les citoyens. Ils ne font pas mieux que les médias. Les alibis ne tiennent pas. Bien sûr l'absence d'un espace public de communication européen qui révélerait une vie démocratique de l'Union est déplorable ; mais des événements multiples ont eu lieu, des succès, des échecs, dont tous les Européens ont entendu parler sans pouvoir y participer. Bien sûr il n'y a pas de langue commune or, comme l'écrit Heidegger, "chaque langue est m'advenant d'un peuple, où se prépare son mode d'appartenance à l'histoire du monde". Mais il n'est



pas interdit de comprendre autrui dans sa langue par l'image, par la traduction, et dans des relations interpersonnelles. »

Créer une démocratie de participation

« Construire l'Europe, c'est inciter les collectivités nationales à se rapprocher et c'est créer une communauté. Voilà la substance d'une démocratie transnationale. Difficile quand règnent l'esprit et la pratique de la délégation des pouvoirs aux dirigeants de l'État-nation tandis que l'incapacité de transformer l'Union en Communauté est visible. »

« Réformer les structures, c'est indispensable pour fonder un nouveau régime de croissance, et les choix ne sont pas séparables des finalités. On ne peut accepter l'impuissance de nos sociétés civiles, des gouvernements nationaux et de l'Union européenne face au chômage massif sans réagir. Ils n'ont rien d'autre à dire que "croissance" ! Permettre à chacun de participer à l'activité selon ses capacités, recréer une cohésion sociale et réhabiliter l'environnement : tels sont les objectifs fondamentaux. Pour cela nous devons réaliser un meilleur puis un plein-emploi des capacités humaines, et changer le mode de productivité

par un gigantesque effort d'innovation. »

« Il ne s'agit pas aujourd'hui de créer un État fédéral mais de fédérer des peuples en s'enrichissant de la diversité des nations. C'est pourquoi on ne peut pas camper dans la « gouvernance » actuelle de l'Union. Elle repose sur des règles et des objectifs qui sont voulus communs mais qu'il faudrait savoir différencier, vu les énormes écarts de développement et les dissemblances culturelles. Et si les Allemands croient à ces règles, pour les Français il n'est pas important de les respecter. Elles sont loin d'être transposées par les États même quand elles sont bonnes. Les objectifs (ou soft law) peuvent être contradictoires et la coordination centrale entre États et bureaucratie n'est qu'un lieu de faible responsabilité politique. Gouvernance signifie mode de gouvernement, or elle tient lieu de gouvernement ! »

1) *Identité et valeurs : quel combat ? Imaginaire d'une renaissance culturelle*, collection « L'Europe après l'Europe », Éditions Le Manuscrit, Paris, 2015.

2) Page 84.